



REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 3 septembre 2025

DATE DE PUBLICATION : 10 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le neuf septembre, à 18 h 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - M. BARAY – Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW – Mme HENRY - M. OREN - M. RENOUF – M. JOLIVET - M. FAURE – Mme LOISEAU – M. BALABAN

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme PHESOR à M. BARAY
- M. BA à M. KHALID
- Mme BAYRAM à M. DEMAUMONT
- Mme PATUREAU à Mme HEUGUES
- Mme TORRES à M. RAMBAUD
- M. TOUANE à Mme PASCAUD
- MGEUDJ à M. FAURE

EXCUSÉS :

- Mme CAYOUX
- M. TAVARES
- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA
- Mme PERIERS
- M. CELIK
- Mme PRIEUX

ABSENTS :

- Mme RASAMOELY

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme SOW

OBJET :
Création d'un emploi dans le cadre d'un Parcours Emploi
Compétences

OBJET :
Création d'un emploi dans le cadre d'un Parcours Emploi
Compétences

Directeur de secteur : Laurence SURIEU

Service : Direction des Ressources Humaines

Affaire suivie par : Ilda DE FERRAN

Mme Heugues : Le dispositif du parcours emploi compétences a pour objet l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

La mise en œuvre du parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Ce type de contrat est aidé par l'Etat en prenant en charge un pourcentage du SMIC brut par heure travaillée pour une durée de 20 heures hebdomadaires. Aussi, les heures effectuées au-delà n'ouvrent pas droit à une aide.

Les personnes sont recrutées dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé. Ce contrat bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi.

Dans ce cadre, il est proposé de créer le poste suivant à raison de 25 heures hebdomadaires, à compter du 3 novembre 2025 :

- 1 chauffeur-livreur à la cuisine centrale

Ces contrats, d'une durée initiale de 6 mois pourra être renouvelé selon l'arrêté préfectoral en vigueur, sous réserve du renouvellement préalable de la convention passée entre l'employeur et Pôle Emploi.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi n° 2008-1249 du 01/12/2008 généralisant le revenu de solidarité active et renforçant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-1442 du 25/11/2009 relatif au Contrat Unique d'Insertion – Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de créer un emploi de chauffeur-livreur à la cuisine centrale dans le cadre du dispositif « Parcours Emploi Compétences »,

PRECISE que le contrat sera d'une durée initiale de 6 mois renouvelable expressément, selon l'arrêté préfectoral en vigueur, après renouvellement de la convention.

PRECISE que des heures complémentaires pourront être effectuées en cas de besoin ;

INDIQUE que la rémunération sera fixée sur la base minimale du SMIC horaire multiplié par le nombre d'heures de travail,

AUTORISE Monsieur le Maire, et son suppléant en cas d'empêchement, à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec France Travail pour ce recrutement, et à signer la convention tripartite avec France Travail ainsi que le contrat de travail et son renouvellement éventuel.

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	25	
Votes pour	25	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*



Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT

